

peine des époques où la pauvreté était considérée comme un problème d'économie pure et simple. Les facteurs autres qu'économiques, dans le domaine de la pauvreté, ne nous sont apparus que ces toutes dernières années. Nous devons donc, d'abord, comprendre la pauvreté, puis passer à l'action.

Par le passé, nous avons vu la pauvreté comme un phénomène purement économique, et nous avons conçu et tracé des programmes destinés à en atténuer les causes économiques, ce qui nous a valu toutes sortes de déceptions, nos programmes ne tenant pas compte de quantité d'autres éléments.

Le Président: Voulez-vous dire qu'il est possible de faire disparaître la pauvreté sans d'abord et avant tout nous attaquer aux facteurs d'ordre économique? Voulez-vous dire qu'il existe une manière essentielle d'aborder ce problème qui ne soit pas de l'économie?

M. Walden: Oui, certainement.

Le Président: Allez-y, alors.

M. Walden: Je crois avoir signalé ce facteur dans le mémoire. Quand il ne s'agit que de trouver de l'argent, on le trouve. Au Canada, l'argent peut se trouver quel que soit le taux d'intérêt. Il y en a, de l'argent. C'est la même chose aux États-Unis, bien que les proportions soient différentes. A l'occasion de ses programmes, l'*Office of Economic Opportunity* en est venu à la même conclusion: une distribution de millions, qu'il s'agisse de 5, de 50 ou de 500, reste totalement inefficace. Si j'étais pauvre, vivant dans les conditions que je vous ai décrites, et qu'il m'arrivait \$1,000, je me paierais une cuite.

Le Président: Vous feriez partie de la faible minorité qui le dépenserait ainsi, pour prendre une cuite, car le dossier général des pauvres gens ne révèle que très peu de cas de ce genre.

M. Walden: Je ne dis pas que tous le dépenseraient ainsi. Je veux dire que je ne saurais comment m'y prendre pour dépenser cet argent d'une manière intelligente. Tel est, je crois, le cycle que nous rencontrons. Je ne veux pas que l'on me fasse dire que tous les pauvres vivant dans des conditions semblables prendraient les mille dollars pour se payer une cuite. Je dis qu'il y a bien des chances pour que je ne sache pas comment me servir de cette somme. En outre, je ne me sentirais pas particulièrement engagé, et si l'on me donnait \$1,000, je me demanderais pourquoi je n'en ai pas reçu \$2,000, et j'entreprendrais une marche de protestation pour obtenir \$2,000, ou bien encore \$5,000.

Quand on pose certaines situations, on recueille toujours un certain genre de réactions, et ce sont les seules réactions que la plupart des gens aperçoivent.

D'autre part, ce que nous devrions faire — et c'est là l'essentiel de notre argument — c'est d'examiner chaque aspect de la question et non pas seulement l'aspect économique, de telle sorte que les personnes vivant ces situations aient l'impression de participer au règlement de leurs propres problèmes. Du coup, les chances de réussite du programme d'ensemble sont bien améliorées.

Je ne veux pas du tout donner à entendre que l'aspect économique n'a rien de fondamental dans ce problème. Je veux dire que, si nous n'envisageons que cet aspect-là, sans nous occuper en même temps des autres facteurs, et que nous travaillions avec les intéressés sans leur montrer notre compréhension profonde, il me semble que nos programmes n'aboutiraient pas à grand-chose. En ce moment, nous élaborons des programmes et nous déterminons certaines exigences. Si telle localité semble répondre à ces exigences, elle obtient de l'argent. Si les intéressés sont intelligents, — et nombre d'entre eux le sont, — ils s'organiseront pour satisfaire aux exigences prescrites mais d'une manière superficielle, et ils obtiendront l'argent bien qu'en réalité ils soient dépourvus du développement requis pour profiter à plein du programme et pour participer à son élaboration. En d'autres termes, je veux dire qu'il ne devrait pas y avoir de programmes.

Le Président: Vous êtes l'une des personnes qui ont quelque expérience de la région des Appalaches, aux États-Unis, qui est bien la région où se trouvent les plus pauvres parmi les pauvres. Supposons un moment que le Comité se soit mis d'accord sur les trois principes de base de l'élimination de la pauvreté, soit l'argent, les services et la bonne attitude à prendre; que diriez-vous?

M. Walden: Je tiens l'aspect argent comme acquis. Supposons qu'il y a de l'argent. Croyez-le ou non, — et on a l'impression de proférer une hérésie, — l'argent, nous l'avons. Je ne dirai pas s'il est bien ou mal dépensé, car là-dessus nous avons chacun notre avis; cependant, les programmes qui...

Le Président: Parlons des services.

M. Walden: Je suis d'avis que les services, nous les avons aussi. Le gouvernement possède un potentiel de services énorme, qui cependant ne sont pas coordonnés. En ce moment, au niveau des localités, ces services sont doublés. Les localités ne font que commencer à apprendre à s'en servir.